



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
22 octobre 2010
Français
Original: anglais

Cinquième session

Vienne, 18-22 octobre 2010

Projet de rapport

Rapporteure: Elizabeth Verville (États-Unis d'Amérique)

Additif*

VIII. Questions budgétaires et financières

1. À sa 9^e séance, le 22 octobre 2010, la Conférence a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé "Questions budgétaires et financières". Pour l'examen de ce point, elle était saisie du document suivant:

Note du Secrétariat sur les questions budgétaires et financières (CTOC/COP/2010/13)

2. Le chef de la Section du budget du Service de la gestion des ressources financières de l'UNODC a fait une déclaration liminaire sur les questions budgétaires et financières.

3. Le représentant du Chili (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) a fait une déclaration. La Conférence a également entendu une déclaration de l'observateur pour les États signataires: République islamique d'Iran.

Délibérations

4. Certains orateurs ont exprimé leur préoccupation au sujet de la situation financière de l'Office et de sa dépendance excessive à l'égard des ressources extrabudgétaires, soulignant que la situation du financement de la Conférence des parties était semblable à la situation financière de l'Office.

5. Des orateurs ont reconnu les efforts du groupe de travail à composition non limitée chargé des questions financières et de gouvernance et l'ont encouragé à

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



suivre l'élaboration des programmes thématiques et régionaux et à chercher un mécanisme de financement spécial pour la Convention. Des orateurs ont également exprimé leur préoccupation face à l'écart qui se creusait entre les fonctions confiées à l'Office et les ressources mises à la disposition du Secrétariat pour s'en acquitter, et ont suggéré de demander à New York davantage de ressources au titre du budget ordinaire, ou de demander aux États Membres d'accroître leurs contributions volontaires pour appuyer la Conférence.
